

Print

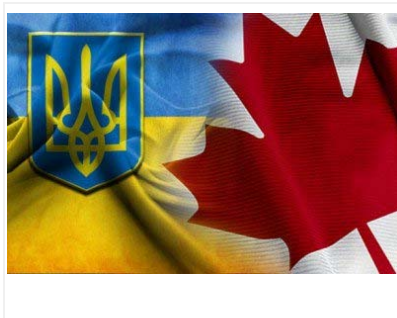
Le Canada envoie des troupes en Ukraine pour une mission d'entraînement de deux ans

De [Roger Jordan](#) et [Keith Jones](#)

Global Research, avril 22, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/le-canada-envoie-des-troupes-en-ukraine-pour-une-mission-dentraînement-de-deux-ans/5444703>



Le premier ministre conservateur Stephen Harper a annoncé jeudi dernier que le Canada va déployer 200 membres des forces armées dans l'ouest de l'Ukraine pendant deux ans afin d'entraîner l'armée et la garde nationale du gouvernement ukrainien droitiste et appuyé par les États-Unis.

Aux côtés du ministre de la Défense, Jason Kenney, et du chef d'état-major des Forces armées canadiennes (FAC), Tom Lawson, Harper a présenté le déploiement comme une réponse aux agressions de la Russie. Dans une déclaration écrite, il a dit: «Le Canada continue de soutenir le peuple de

l'Ukraine face à l'agression en cours du régime de Poutine. La contribution de l'armée canadienne qui est annoncée aujourd'hui va aider les membres des forces ukrainiennes à mieux défendre la souveraineté et l'intégrité territoriale de leur pays.»

Le déploiement constitue une escalade de la poussée agressive, menée par les États-Unis et appuyée par le Canada et d'autres alliés impérialistes, pour soumettre la Russie à leurs intérêts économiques et géostratégiques impérialistes. Le coup d'État orchestré par les États-Unis et appuyé par l'Allemagne à Kiev en février 2014 a renversé le président élu de l'Ukraine et a porté au pouvoir un régime pro-occidental voué à rattacher Kiev aux États-Unis, à l'OTAN et à l'Union européenne. Lorsque la Russie a réagi en annexant la Crimée, les puissances de l'OTAN ont présenté Moscou comme l'agresseur afin de justifier des préparatifs militaires sans précédent en Europe de l'Est et dans les pays baltes, incluant des patrouilles aériennes et navales tout près de la frontière russe.

À présent, le Canada emboîte le pas aux États-Unis et à la Grande-Bretagne en déployant des troupes en Ukraine non seulement pour entraîner ses forces armées, mais aussi sa garde nationale. Cette dernière compte parmi ses rangs plusieurs recrues de Secteur droit et d'autres milices ultranationalistes et fascistes.

Le Canada est un proche allié de Washington dans sa longue tentative de détacher l'Ukraine de la sphère d'influence de la Russie et d'en faire un satellite de l'Occident. Suite à l'effondrement de l'Union soviétique, le Canada, autant sous des gouvernements conservateurs que libéraux et travaillant en collaboration avec la Fondation nationale pour la démocratie (un organisme américain), a envoyé de l'argent en Ukraine afin de financer les médias, les partis et les groupes de la «société civile» pro-occidentaux. En faisant cela, il a tiré profit de tout un réseau d'organisations ukrainiennes canadiennes, dont plusieurs vénèrent ouvertement les nationalistes ukrainiens, menés par Stepan Bandera, qui ont collaboré avec les nazis pendant la Deuxième Guerre mondiale, incluant dans le cadre de l'extermination de masse des Juifs.

Harper a été le premier chef d'État de l'Occident à visiter Kiev après le coup d'État de 2014. Depuis, le Canada a agi à titre de défenseur le plus loyal du régime de Kiev sur la scène internationale. Il se range régulièrement au côté des États-Unis pour pousser l'Union européenne à imposer des sanctions économiques contre la Russie et appuie fortement les nouveaux déploiements de l'OTAN en Europe de l'Est et dans la mer Noire.

Même si l'OTAN s'est, jusqu'à maintenant, abstenue de fournir au régime de Kiev des armes «offensives», le gouvernement Harper a appuyé les efforts du Congrès ukrainien canadien (UCC) et de la nouvelle organisation de collecte de fonds, Army SOS, afin d'acheter des armes et d'autres équipements militaires pour l'armée ukrainienne et ses milices alliées. (voir: [Le Canada aide le régime de Kiev à s'armer pour combattre la guerre civile en Ukraine](#))

Ottawa a aussi versé 570 millions de dollars en aide officielle à Kiev, incluant de l'équipement militaire non létal et des prêts. De plus, la semaine dernière, il a été révélé que le gouvernement a donné à l'armée ukrainienne l'accès à l'imagerie par satellite sous le prétexte de leur permettre de localiser les forces étrangères sur leur territoire.

La mission d'entraînement des FAC, qui se poursuivra jusqu'à la fin de mars 2017, inclura de l'entraînement pour du déminage, du positionnement de mines, des premiers soins et de la sécurité en vol.

Les représentants du gouvernement ont fait des pieds et des mains pour montrer que les soldats canadiens ne vont pas être impliqués dans les combats en Ukraine, qui ont éclaté à nouveau la semaine dernière. De hauts responsables ont souligné que les troupes ne seront pas armées et seront déployées dans une base de l'OTAN dans l'ouest du pays, à quelque 1300 km des zones où les combats prennent place plus à l'est.

Cependant, le ministre de la Défense Kenney a effectivement reconnu que le Canada et ses alliés sont embourbés dans une confrontation de plus en plus intense avec la Russie et cela a été renforcé par une déclaration du gouvernement qui promettait que le Canada «ne va jamais reconnaître l'occupation illégale de la Crimée par la Russie».

«Nous croyons, a dit Kenney, qu'un message résolu et dissuasif est la meilleure façon de prévenir une erreur de calcul avec M. Poutine.»

La réalité est que ce sont les États-Unis, le Canada et les autres puissances occidentales qui ont poursuivi une confrontation avec la Russie. La présence de troupes des États membres de l'OTAN, incluant des États-Unis, qui sont maintenant stationnées en Ukraine et le déploiement d'avions et de troupes sous la bannière de l'OTAN en Estonie, en Lettonie et en Lituanie, à quelques minutes seulement de la frontière russe, augmentent exponentiellement les risques d'une guerre régionale et mondiale.

Le déploiement de troupes canadiennes en Ukraine survient à peine deux semaines après l'annonce du prolongement et de l'expansion par le gouvernement Harper de la participation du Canada à la guerre au Moyen-Orient menée par les États-Unis. À l'encontre du droit international, les avions de guerre canadiens bombardent à présent la Syrie, un acte qui représente un énorme pas vers la participation du Canada à une guerre visant à renverser le régime à Damas.

Sans surprise, la réponse de la Russie à l'exercice militaire du Canada en Ukraine a été rapide. Une déclaration de l'ambassade russe a décrit l'exercice comme étant «déplorable et contre-productif». «Il serait bien plus raisonnable de se concentrer sur la diplomatie et encourager les autorités à Kiev afin d'entrer en réel dialogue politique avec les républiques de Donetsk et Lugansk, comme il était convenu dans l'accord "Minsk-2" en février».

L'élite dirigeante canadienne a donné tout son appui à la position agressive du gouvernement Harper contre la Russie au cours des 18 derniers mois.

Depuis des décennies, la bourgeoisie canadienne perçoit son partenariat militaire et de sécurité avec Washington comme étant la clé à ses ambitions et intérêts mondiaux. Dans des conditions où l'impérialisme américain tente de contrecarrer son déclin économique à travers l'agression et la guerre, l'élite canadienne s'empresse de suivre le pas. Son but mercenaire est de maintenir une «relation spéciale» avec les États-Unis et une «place à la table» dans la division impérialiste du monde.

Dans la guerre au Moyen-Orient, le Canada est la seule force occidentale alliée aux États-Unis qui mène une campagne de bombardements aériens contre la Syrie. En Asie, le Canada est pleinement impliqué dans le «pivot» des États-Unis qui vise à isoler stratégiquement et encercler la Chine. En automne 2013, Ottawa et Washington ont signé un «Cadre de collaboration sur la politique de défense» afin de renforcer la coopération militaire entre le Canada et les États-Unis en Asie-Pacifique. Les FAC tentent également d'établir de nouvelles bases militaires dans la région, incluant à Singapour et en Corée du Sud.

Les partis de l'opposition parlementaire, le Nouveau Parti démocratique (NPD) et les libéraux, sont entièrement dédiés à la défense des intérêts de l'impérialisme canadien. Dans le cas de la Russie, ils ont donné leur appui à chaque nouvelle intensification de la crise provoquée par les États-Unis et leurs alliés. Quand Harper a fait la une des journaux au sommet du G-20 de novembre dernier pour avoir dit à Poutine de «sortir de l'Ukraine», la seule objection du NPD était que Harper n'en faisait pas assez. Le porte-parole en matière de politique étrangère du NPD, Paul Dewar, a critiqué le gouvernement Harper, disant qu'il n'était pas clair comment de simples mots pouvaient remplacer une véritable solution pour réagir à l'«agression» russe.

Le chef libéral Justin Trudeau a réagi au dernier déploiement en annonçant que son parti appuyait la mission. Soulignant la longue et étroite relation du Canada avec l'Ukraine, il a observé que le déploiement était «la chose responsable à faire pour le Canada en tant que partie des efforts internationaux».

Avec des élections qui approchent rapidement, le chef du NPD Thomas Mulcair a pensé qu'il serait adroit de ne pas donner son appui à une action agressive de plus de la part du gouvernement Harper sur la scène mondiale. Mais lui et le NPD ne se sont pas directement opposés au déploiement des FAC, ni fait de critique fondamentale du fait que des troupes canadiennes seront dès lors présentes en Ukraine en appui à un gouvernement d'extrême droite qui a menacé et provoqué la Russie à plusieurs reprises.

Mulcair a critiqué Harper pour ne pas avoir consulté les partis de l'opposition avant l'annonce de la semaine dernière et a dit que cela représentait un «précédent dangereux» d'envoyer des troupes sans débat parlementaire. Il a également exprimé son inquiétude concernant le fait que le déploiement des troupes canadiennes se faisait en dehors de l'OTAN.

Les tergiversations de Mulcair par rapport à la façon dont le gouvernement a annoncé la mission ne devraient tromper personne. Le NPD a soutenu la participation du Canada à des guerres impérialistes à plusieurs reprises, incluant son rôle dirigeant dans la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie en 1999, la guerre en Afghanistan et l'assaut de l'OTAN sur la Libye en 2011.

En ce qui concerne le soutien qu'accorde Mulcair à l'OTAN – il s'est plaint de façon similaire le mois dernier concernant le fait que le déploiement de guerre du Canada ne se faisait pas sous la bannière de l'OTAN –, cela ne fait qu'accentuer le fait que le NPD pro-syndical est un parti de la guerre impérialiste.

L'alliance militaire menée par les États-Unis est le pilier de la volonté de Washington d'imposer une domination militaire géopolitique sur l'Eurasie depuis le début de la guerre froide et elle est au centre du mouvement présent contre la Russie. Cela inclut non seulement les déploiements militaires en Europe de l'Est, dans les États baltes et dans la mer Noire mentionnés précédemment, mais également la création d'une nouvelle «force de réaction rapide» forte de 30,000 soldats permettant le déploiement de troupes de combat à la frontière de la Russie en quelques heures.

Roger Jordan et Keith Jones

Article paru d'abord en anglais, WSWS, le 18 avril 2015

Copyright © 2015 Global Research